

DEPARTEMENT

HERAULT

COMMUNE

LAURENS

N° V2022/008

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE DU MAIRE :
TRAVAUX DE VOIRIE (alimentation électrique lotissement « les terrasses du moulin »)**

Le maire de la commune de LAURENS,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code pénal notamment ses articles 131-13 et R.610-5

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'arrêté du 22 octobre 1963 actualisé le 09 avril 2021, appelé Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment le livre I – Huitième partie - signalisation temporaire ;

VU la demande présentée par la société « SOBECA – Béziers » dont le siège social est situé 4 impasse des calandres 34420 VILLENEUVE LES BEZIERS (04.67.01.79.46), représentée par Monsieur LAGRUE Sébastien, sollicitant l'autorisation d'effectuer des travaux pour l'alimentation électrique du lotissement « les terrasses du Moulin », Rue des Quatre vents sur de la commune de LAURENS ;

Considérant que pour effectuer les travaux d'alimentation électrique du lotissement par du génie civil sur la chaussée, il y a lieu d'interdire la circulation dans la zone de chantier ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La société « SOBECA – Béziers » est autorisée à effectuer les travaux Rue des Quatre vents sur la commune de LAURENS à partir du 24 janvier 2022 pour une durée de 120 jours

ARTICLE 2 : Les restrictions suivantes seront instituées Rue des Quatre Vents entre les intersections avec le Chemin des baraques et l'Ancienne Route Nationale :

- Interdiction de circulation aux véhicules légers et aux poids lourds à l'exception des riverains qui devront prendre leurs dispositions pour accéder à leur domicile.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies à l'article 1 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 4.

ARTICLE 4 : La signalisation de restriction au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par :

- **l'Entreprise SOBECA** chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie - signalisation temporaire) actualisé le 09 avril 2021, et au schéma du « Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles édition 2000 » édité par le SETRA (CEREMA) et sera mise en place par le permissionnaire susnommée sous sa responsabilité. Le chantier devra être signalé jour et nuit pour assurer la sécurité des piétons et des usagers sur la partie où se déroulent les travaux.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : En dehors de heures de travaux et lorsque la société « SOBECA » n'intervient plus sur le domaine public, celle-ci devra s'être assurée que le chantier est correctement balisé.

ARTICLE 6 : Cet arrêté devra être affiché sur place de façon visible et maintenu en place durant toute la durée des travaux.

ARTICLE 7 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres, gravats et matériaux et réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablira à ses frais la voie publique dans son état initial par un trait de sciage et l'application d'enrobé à chaud si une ouverture de chaussée a eu lieu.

ARTICLE 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

ARTICLE 9 : Le pétitionnaire devra être couvert par une assurance en cours de validité.

ARTICLE 10 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 – RECOURS

Conformément à l'article R421-1 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de MONTPELLIER – 6 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 12 : Monsieur le Maire de la commune de LAURENS, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de MURVIEL LES BEZIERS, Le responsable de la Police Municipale de la commune de LAURENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laurens, le 13 janvier 2022

Le Maire
François ANGLADE

